

Patrick Carayon : Bienvenue AG 2025 AMR81. Pas le même lieu que 2024, car chaque année on change Accueil maire de Vielmur, place et salle nouvellement rénovées.

Pdt du département. M Ramon : donne un avenir à la Ruralité, ruralité vivante, services, emplois, mieux vivre ensemble.

Maille fine commune – département

Il faut repenser le modèle global de fonctionnement pour qu'au niveau national on fasse confiance aux élus ruraux et aux territoires. Territoire est le lien entre tradition et modernité.

Importance A69 – fluidité mobilité, développement télétravail, emploi...

Elus locaux sont les 1ers relais de proximité.

Financement des agents numérique pour former les seniors mais cela ne sera pas suffisant.

Il faut des services publics en ruralité. Il faut un système de santé : annonce Bayrou traduites en actes ? Avons-nous suffisamment de spécialistes ? Il faut un lien Centre Hospitalier et maison de santé dans les communes.

Action département est faite pour rester en proximité et écoute. On a gardé tous nos centres routiers malgré le prix. Maintien des assistantes sociales en proximité

Finances département : perte de 35 mo de recettes et en plus on nous demande 35 mo d'effort financier. Pas d'autres choix que faire économie tout en restant à vos côtés pour vos projets structurants. 400 à 600 projets tous les ans soutenus par le département.

Lundi réunion sur le loup. Il faut permettre aux agris de vivre avec. Eleveurs ont demandé des caméras puis demande de l'aide à monter les dossiers d'indemnisation. Je préférerais mobiliser l'argent du département pour accompagner des projets plus que d'aider à faire des dossiers. Je préfère financer les études pour la réalisation des petites retenues collinaires.

Pbl à Lautrec pour arroser l'ail en 2022.

Pbl du logement : rénovation énergétique encore de gros effort et un soutien plus spécifique en ruralité où les maisons sont plus grandes donc il faut plus de financement. Il faut rénover, créer de l'habitat en centre bourg et loger nos jeunes. Il faut développer l'habitat partagé pour les seniors... en transformant des grandes maisons.

Bilan activités

5 réunions d'informations prévues pour cette année

Embauche secrétaire de Rayssac pour accompagnement AMR81 : 7 000 euros

Subvention départ 2000 en 2024 et 2000 en 2025 : (4000 versé en 2025)

Budget déséquilibre on fait appel aux dons.

Nous avons un site internet AMR81 qui pourra remonter vos initiatives locales

Nous avons une page facebook

OLD communes Est du département : 60 communes.

L'Etat var durcir ces obligations. Amr a déjà organisé 2 réunions et av en faire une 3eme.

Convention COFOR – AMR81.

Village d'avenir : 4 communes avec projet à bons de commande : ingénierie financière de l'Etat.

Rencontre ERRE – pour référents communaux

13.05. 2025 - 13h30-16h30 Le verdier

20.05.2025 - 18h-19h Soual

On espère 4 réunions cette année.

Chaque réunion 500 euros payées par l'AMR81 au CIDFF et à Paroles de Femmes

EAU

12.06.2025 Lacaune, réunion avec AMF – eau

Rencontre Agence de bassin Adour Garonne avec l'aide sénatrice/ sénateur pour faire évoluer le choix de l'Agence de l'eau de ne pas subventionner les communes qui n'ont pas transférées la compétence. Loi compétence eau votée le 01.04.2025 : pour 2025 vous pouvez contacter agence de l'eau pour demander une subvention.

Nouvel objectif de l'Agence de l'eau : étudier les projets pour économiser l'eau pour réduction 50% de la conso d'eau d'ici 2050.

Si refus l'Agence de l'eau refuse de financer, elle doit nous informer des raisons.

Les finances de l'agence de l'eau doivent être accessibles.

ZAN et ZAENR

Beaucoup réunions. Notre gros travail en amont a été repris et totalement revus/abandonné par la chbre d'agri.

CONFERENCE ERRE

Régine Mouliade, AMR81

Ursula PASSOS DE PAULA, Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité

Margaux LAPEYRE, Conseillère départementale Présidente de la commission Cohésion Sociale

Déléguée à l'égalité femmes-hommes

Cédric Szabo, AMRF

Judith Ajchenbaum, AMR81

Margaux LAPEYRE : Les Conseils Départementaux sont les seuls à avoir la parité absolue. Plusieurs femmes affirment que grâce à cette loi nous sommes rentrées dans l'hémicycle et nous nous sommes senties légitimes. Pourtant beaucoup ont criés au scandale mais ils disent aujourd'hui que ça permet de croiser de regards et de mutualiser les compétences. Il faut agir contre les violences mais aussi prévenir. Il faut parler de l'égalité qui est un seulement transversal qui ne se limite pas aux VIF

Régine Mouliade : élue en 2020, 1^{ère} femme maire de Larroque, tout le monde était content. J'avais 2 mandats : conseillère puis 1^{ère} adjointe. J'ai toujours été Impliquée au niveau communal car j'étais trésorière du Comité des fêtes.

Beaucoup de femmes m'ont remercié et m'ont dit après quelques temps : l'ambiance dans la commune a changé grâce à toi, c'est plus serein. 7 femmes et 4 hommes, donc c'est un conseil féminin.

Cédric Szabo : analogie combat et politisation place des femmes avec place et politisation des enjeux de la ruralité dans la société : il y a une obligation de légiférer. Ministère Ruralité est récent. Quand il y a un rapport d'inégalité l'autorité public doit codifier.

En 2026, monde associatif est riche de la présence de beaucoup de femmes qui ne se sentent peut-être pas de franchir le pas. C'est un vivier. Quand une femme est maire, la parité n'est jamais un pbl. Solution est la porosité entre le monde associatif et le monde rural.

Judith Ajchenbaum : les VIFs révèlent que des problèmes ne sont pas réglés en amont : accès à l'emploi, mobilité, précarité. Il faut mettre en avant l'isolement de ces victimes.

Ursula PASSOS DE PAULA : Les femmes privilégient le travail à proximité : en moyenne une femme travaille à 27 km de son domicile, homme à 41 km.

Margaux LAPEYRE : Voiture est plus dédiée à l'homme. Conseil Départemental monte une plateforme de mobilité solidaire avec en amont un diagnostic sur le territoire pour cartographier les zones de transports et développement de co-voiturage avec la Croix Rouge.

Majorité des victimes de VIF ne déposent pas plainte. Seulement 14% des victimes de violences conjugales déposent plainte. Importance de ERRE pour aider à déposer plainte.

Régine Mouliade : Les référentes départementales de l'AMR81, déjà sollicitées par des secrétaires de mairies qui avait besoin de donner des réponses à des personnes violentées. Les maires, nous avons un rôle à jouer. Nos Secrétaires Générales de Mairie jouent un rôle encore plus important car elles sont les 1^{ères} personnes contactées par les victimes.

Cédric Szabo : beaucoup de système ne sont pas quantifiés car ils ont en milieu rural. Le 1^{er} service c'est la proximité, les mairies. Donc convaincu que les élus jouent un rôle. L'AMRF a saisi et répondu à un AMI car c'est un sujet qui impacte les maires. 100% des communes sont éligibles au dispositif ERRE car vous êtes tous concernés.

Régine Mouliade : naissance AMR81 en 2022 en même temps que le dispositif ERRE. Nous avons envoyé à toutes les communes le modèle de délibération pour que chaque conseil élise un référent communal ERRE avec la fiche de mission. Ce n'est pas facile. Cela fait peur aux élus : « on ne saura pas faire ». Mais on n'a pas à faire. On doit juste orienter. On informe, accompagne si besoin. Aujourd'hui 28 communes se sont engagées avec 40 référents communaux, 2 ou 3 par communes donc toujours quelqu'un pour accueillir. Nous sommes 4 référents départementaux. Nous avons des outils départementaux et les outils AMRF.

Judith Ajchenbaum : quel dispositif utilisez-vous ? quels partenaires ? le citoyen est-il intégré ?

Ursula PASSOS DE PAULA : le dispositif LAO (Lieu d'accueil et d'orientation) est porté par planning familial via un camion sortie école, lycée sur les marchés, dispo d'accès aux droits (des juristes du CIDFF répondent aux questions sur droit des femmes et enfants), Parole de femmes qui portent un accueil de jour : repos, lessive, enfants... Asso judiciaire du Tarn (AJIT) fait des permanences

Margaux LAPEYRE : depuis 2019, il y a le plan départemental de lutte contre les violences faites aux femmes. Il a un budget 1,4 Mo euros qui portent des actions d'asso (écoute, accompagnement), et la création de 2 ISG (intervenante sociale en poste en gendarmerie). Cet échelon permet de faire l'orientation et accompagnement des victimes vers les personnes compétentes pour les accompagner. Le Conseil Départemental fait des formations avec différents partenaires pour différents publics. Une feuille de route : prévenir les inégalités et rééquilibrer. Agir sur les publics mais aussi sur l'espace public. Partenariat avec le CAUE par exemple. Signature de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Voir si l'AMR81 veut la relayer. Réseau Egalitarn.

Régine Mouliade : CIDFF – Paroles de femmes : formations animées par ces partenaires. Actif avec l'Etat car participe à Egalitarn. Travail avec Conseil Départemental. Encore beaucoup de travail : contact justice et les gendarmes. La Poste voudrait s'intégrer à notre réseau proche des habitants et la MSA qui a un rôle à jouer dans le milieu rural.

Cédric Szabo : L'Etat nous finance notamment un chargé de mission dédié + travail de Dominique Chappuit VP AMRF en charge du programme ERRE. On essaye de diffuser les bonnes pratiques : convention CIDFF, travail avec ministère de la Justice, convention avec Gendarmerie Nationale en cours, « Violentomètre » et bouton « Monsheriff ».

Intervention salle :

Maire de Dénat - Employé de la CAF : une aide depuis 2 ans, offre de service exprès pour ces personnes-là. Aide universelle d'urgence peut permettre de quitter le foyer + 57 places d'hébergement d'urgence.

MSA : protection sociale pour ressortissant agricole, salariés agricoles... On peut accompagner beaucoup de sujet périphérique aux VIF : les mobilités, habitat. Depuis 2 ans nous avons montés des comité mal-être pour les agriculteurs dans chaque département. Lieu d'échanges avec tous les acteurs de l'agriculture. On forme des sentinelles qui ne sont pas psychologues. Il y a des similitudes avec les VIF.

Maire de Paulinet : 06.2023 création d'une asso à la suite du travail avec « Mobiliterre » : « merci chauffeur » : transports solidaires qui peut répondre aux problèmes d'isolements et mobilité pour ces personnes.

Noémie, SM Rayssac, : en 8 ans, j'ai été confronté 2 fois ce problème ? La 2^{ème} fois, il y avait le réseau ERRE et je ne me suis pas trouvé seule face à cette thématique. On a cette personne dans la mairie, il faut l'isoler, donner de l'eau, donner un peu de sou... La conseillère municipale référente a pu nous aider, il y a maintenant une autre personne. Nous avons le bouton « Monsheriff » en mairie.

Officiels

Accueil maire de Vielmur

Patrick Carayon : beaucoup de sujet préoccupent notre AMR :

ERRE

La DASEN refuse de prendre en compte la Loi Montagne. Nous en parlerons sans doute lors de la prochaine réunion de l'ODR en 05.2025/

FRR / FRR+ : quelle évolution de la loi ?

ZAN : Où cela ira-t-il ?

ZAENR : la chambre agriculture freine des 4 fers.

Nous sommes à toutes les réunions préfectorales, nous en faisons toujours un cpte rendu envoyé aux adhérents. Nous suivons la DETR - Le Fonds vert est très important mais on ne sait pas si on doit demander l'un ou l'autre. C'est à l'Etat que l'on demande en 1^{er} les subventions et c'est toujours le premier à nous soutenir, les autres (département, Région...) viennent ensuite.

Merci à tous : nous étions partis à 20 nous sommes 150...

Préfet

Optimiste pour décision A69

ERRE : Vous êtes les 1ers visages de la République. Il y a de multiples dispositifs mais il faut pouvoir les connaître ou les identifier. Vous pouvez orienter et détecter.

Mode de scrutin : parité pas le sujet – liste incomplète – élection adjoint – on ne peut plus rayer, il faudra faire un vrai travail d'information.

Statut de l' élu : ce qui pourra valoriser cette fonction sera très utile.

Question de la sécurité des élus : il ne faut rien laissé passer sur le sujet. Tte menace doit faire l'objet d'un dépôt de plainte

France Ruralité : on s'en saisit mais peut-être pas assez globalement.

On va travailler avec ARS sur Médicobus porté par 3 intercos : MG, dentistes. Il faut que nous mettions en œuvre les mesures annoncées par Bayrou.

Ecole : baisse 13% enfants école élémentaire, enseignants restent stables. Cela va continuer. C'est un défi – c'est un enjeu. Il faut développer les réseaux d'école. Démo 3800 élèves de moins en 10 ans.

Lundi réunion élus DETR projet plus de 100 000 euros : 3 projets écoles, MAM

Construction de logements, notamment sociaux. Diversifier l'offre de logement est en lien avec démo scolaire

ZAN : objectif 2035 supprimé mais maintien objectif 2050. Comment atteindre les objectifs ?

92% communes ce département verront leur DGF augmenter

Subventions investissement sont importantes : hausse DETR, baisse DSIL et Fonds Vert.

Si vous ne savez pas si éligible DETR ou Fonds Vert : demandez tout et la préfecture fera le tri.

Pour communes de – 500 habitants, le 1^{er} projet est financé à 50%